

# Revue de presse 2022-2023



**N°37**

**13 février au 27 février 2023**





Rédacteurs : Matthew Hierro, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht

*Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.*



*Les articles sont développés dans les pages suivantes.*

## Les titres de la presse

### International

-  1. La Russie suspend sa participation à l'accord de désarmement nucléaire New START
-  2. 17 février 2023 : le Kosovo célèbre sa quinzième année d'indépendance
-  3. Dans un contexte international de tensions exacerbées, Kim Jong-Un assure sa succession : sa fille, Ju Ae, future héritière ?
-  4. Le discours de Vladimir Poutine à la nation russe : une prise de parole attendue pour le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine

### Guerre en Ukraine

-  5. Guerre en Ukraine : La Russie accentue sa pression sur la Moldavie
-  6. La France n'exclut pas de former des pilotes de chasse ukrainiens

### 1. La Russie suspend sa participation à l'accord de désarmement nucléaire New START

Dans son discours à la nation russe le 21 février dernier, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie allait suspendre sa participation au New START. Successeurs des traités SALT (Strategic Arms Limitations Talks) signés dans les années 1970 entre l'URSS et les Etats-Unis, les traités START (Strategic Arms Reduction Treaty) sont, comme leur nom l'indique des traités bilatéraux signés entre les dirigeants russes et américains dans les années 1990, juste avant et après la chute de l'URSS. Ils visent à encadrer et limiter d'un commun accord l'usage et le stock des armes offensives stratégiques (lanceurs et têtes nucléaires). Signé en 2010 et ratifié en 2011, le New START se place dans la continuité des traités précédents et a été reconduit en 2021 pour une durée de 5 ans.

Toutefois, la guerre en Ukraine en aura décidé autrement. Dès août 2022, la Russie a décidé d'interdire l'accès à ses sites militaires par des inspecteurs américains chargés de vérifier la bonne avancée des termes du traité. L'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis avait fait remarquer que le « contrôle des armes ne peut être isolé des réalités géopolitiques ». Les tensions croissantes entre gouvernement russe et américain durant l'hiver 2023 ont ainsi sonné le coup de glas du projet New Start. Bien plus, Vladimir Poutine a avancé que la Russie pourrait également se retirer du CTBT (Comprehensive nuclear-Test Ban Treaty), ratifié en 2000 (que les Etats-Unis n'ont pas ratifié quant à eux) si les tensions venaient à s'accroître davantage.

### 2. 17 février 2023 : le Kosovo célèbre sa quinzième année d'indépendance

Le 17 février dernier, le Kosovo a célébré sa quinzième année d'indépendance. Pour l'occasion, la Bibliothèque nationale de Pristina a illuminé ses dômes aux couleurs du drapeau national.

Quinze années après son indépendance, la reconnaissance du Kosovo demeure toutefois discutée. Anciennement région du sud de la Serbie, cœur d'une guerre sanglante entre 1998 et 1999, qui a vu s'affronter l'Armée de libération du Kosovo aux armées de la République fédérale de Yougoslavie, c'est par une déclaration unilatérale d'indépendance que le pays a fait sécession de la république de Serbie le 17 février 2008. Aujourd'hui, le Kosovo est partiellement reconnu (22 des 27 pays de l'Union), mais ne l'est ni par l'Organisation des Nations Unies, et encore moins par la Serbie qui ne cesse de s'opposer à la scission de son territoire.

Toujours est-il que les frictions frontalières sont plus fortes que jamais et que les oppositions internes, entre Serbes, Kosovars et Albanais, chrétiens et musulmans, inquiètent les autorités publiques. Le pays est composé à 90 % d'Albanais musulmans, et le nord du Kosovo est en proie des tensions soutenues depuis l'été 2022. En cause, l'expiration de la période de validité des documents administratifs pour les voitures entre le gouvernement du Kosovo et la minorité serbe. Belgrade encourage d'ailleurs sa minorité à rejeter toute loyauté au gouvernement kosovar.

En réponse à ces tensions, les autorités européennes et américaines font pression sur la partie serbe pour la forcer à normaliser ses relations avec Pristina, mettant en jeu l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne, qu'elle demande depuis 2009.

## International (2/3)

En face, on demande au Kosovo d'accepter la création d'une Association des communes serbes du Kosovo, un projet initié en 2015 mais laissé en suspens depuis, qui viserait à accorder davantage d'autonomie aux municipalités kosovares à majorité serbe.

### 3. Dans un contexte international de tensions exacerbées, Kim Jong-Un assure sa succession : sa fille, Ju Ae, future héritière ?

Ces derniers temps, Kim Jong-Un, dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée, est souvent apparu sur les images des médias officiels accompagné d'une jeune fille.

Le mercredi 8 février, lors de la parade célébrant les 75 ans de l'armée nord-coréenne à Pyongyang, Kim Jong-Un assistait au défilé en compagnie de Kim Ju-Ae, sa fille de 10 ans. Sur une autre photo, on le voit pareillement accompagné, à la tribune officielle de Kim Il-Sung, assistant à la démonstration de force de l'armée populaire de Corée, à l'occasion de laquelle furent exposés un nombre important de missiles balistiques et nucléaires. Le 17 février, des timbres à l'effigie du père et de sa fille ont été imprimés afin de commémorer l'événement.

En Corée du Nord, le pouvoir est une affaire de famille : Kim Jong-Un est le fils de Kim Jong-Il, qui était déjà lui-même à la tête du pays entre 1994 et 2011, ayant succédé à son propre père Kim Il-Sung, qui tenait les rênes de la Corée du Nord depuis 1948. Qui plus est, l'article 10 des nouveaux dix principes fondamentaux du Parti du travail de Corée, lesquels établissent la ligne politique à suivre, dispose que le Parti et la révolution doivent être menés « éternellement » par la « lignée du Paektu », c'est-à-dire les descendants de Kim Il-Sung.

Bien que l'actuel leader de la Corée du Nord n'ait que 40 ans, il sait son pouvoir menacé : par la maladie surtout, les rumeurs sur son état de santé étant persistantes. Les tensions récurrentes et croissantes avec les Etats-Unis ne participent pas non plus à une pleine stabilité du pouvoir, raison pour laquelle le régime n'hésite pas à surenchérir dans la démonstration de ses capacités militaires, les dernières démonstrations en date étant le 24 février avec le tir de 4 missiles de croisière au-dessus de la mer du Japon. Si le rôle que jouera sa fille reste incertain, nul doute que ses multiples apparitions servent la propagande du pays.

### 4. Le discours de Vladimir Poutine à la nation russe : une prise de parole attendue pour le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine

Le 24 février 2022 marque la date du premier anniversaire de l'invasion du territoire ukrainien par les armées russes. Le 21 février, Vladimir Poutine a prononcé au palais des congrès Gostiny Dvor à Moscou un discours annuel très attendu sur l'état de la nation, devant l'élite politique du pays, dont les députés de la Douma et les sénateurs du Conseil de la Fédération. Ce discours était d'autant plus attendu que Vladimir Poutine n'en avait pas prononcé en 2022. Pendant deux heures, le président russe a énoncé plusieurs considérations.

Tout d'abord, au sujet du Donbass et de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, Poutine poursuit sur la même ligne politique : cette opération spéciale, comme elle est appelée en Russie, est « existentielle » et vise à « assurer la sécurité de notre pays » et à « éliminer une menace qui venait du régime néonazi d'Ukraine », afin de protéger les russes du Donbass de la russophobie qui sévit dans la région. Il a également dénoncé l'ingérence occidentale qui « a dépensé plus de 150 milliards pour être complice du régime de Kiev, seulement 60 milliards pour les pays les plus pauvres » et déplore leur hostilité envers les russes et la Russie : « L'antirussie est une politique revancharde contre notre pays et un foyer d'instabilité à nos frontières, comme dans les années 1930, l'objectif est le même ». Les cibles de Vladimir Poutine ne sont toutefois pas seulement externes, lui qui appelle à poursuivre les « traîtres à la patrie ».

Par la suite, Vladimir Poutine s'est attardé à critiquer fortement la civilisation occidentale, jugée décadente. Il déplore « la destruction des familles, des identités culturelles et nationales, la perversion et la maltraitance des enfants, jusqu'à la pédophilie, déclarées comme étant la norme » en Occident, lieu de « satanisme ouvert ». L'opération militaire spéciale est donc pour lui une guerre de civilisation afin de préserver la Russie du mal : « Ils ne cessent d'attaquer notre culture, l'Église orthodoxe russe et les autres organisations religieuses traditionnelles de notre pays ».

Enfin, Vladimir Poutine appelle à la création d'un monde multipolaire et a établi avec clarté l'axe que devra prendre la Russie pour l'avenir en matière d'économie, de politique et de géopolitique. On y retrouve une nouvelle répartition des richesses, avec notamment la création d'un fond spécial pour assurer un soutien financier aux combattants et à leur famille, le renforcement des forces armées et du complexe militaro-industriel et enfin, un soutien appuyé aux travailleurs de l'industrie de la défense russe, quant aux salaires et aux logements principalement. Toutefois, la priorité à la défense ne doit pas se faire au détriment de l'économie, c'est pourquoi le marché intérieur doit rester prioritaire et doit viser l'autonomie. Pour l'avenir de la Russie, il est également primordial de favoriser la formation des jeunes. Il a enfin annoncé avoir suspendu la participation de la Russie à l'accord New Start sur le désarmement nucléaire.

Si Vladimir Poutine n'a en réalité rien annoncé de très nouveau, il réitère par ce discours sa pleine détermination à remplir les objectifs qu'il s'est donné : « Nous allons régler pas à pas, soigneusement et méthodiquement, les objectifs qui se posent devant nous », car il est « impossible de battre la Russie sur le champ de bataille ».

### 5. Guerre en Ukraine : La Russie accentue sa pression sur la Moldavie

Depuis la proclamation de son indépendance en août 1991, la sécession forcée de la Transnistrie à majorité russophone et la guerre contre la Russie qui s'en est suivie, la Moldavie a dû renoncer à tout rattachement à la Roumanie d'après les accords de 1992. Pourtant, depuis le début du conflit en Ukraine, la Moldavie n'a cessé de se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN qui a ouvert un « bureau de liaison » à Chisinau, au grand déplaisir de Vladimir Poutine.

La Moldavie a alors fait l'objet de plusieurs intimidations : d'un général russe qui explique que le contrôle du sud de l'Ukraine permettrait de créer un « couloir vers la Transnistrie, où on observe également des cas d'oppression de la population russophone », en passant par la traversée de son espace aérien par des missiles russes qui avaient pour objectif de toucher le territoire ukrainien. Cela a d'ailleurs conduit à une crise politique qui s'est soldée sur la nomination d'un nouveau Premier Ministre pro-européen, Dorin Recean.

Par ailleurs, le 2 février, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait fustigé la politique pro-européenne menée par la présidente moldave, Maia Sandu, qui s'avère avoir la nationalité roumaine. Pour les autorités russes, la victoire de Sandu serait le signe de la volonté de revenir sur les accords de 1992, ce qui justifierait une intervention militaire en vue de protéger les intérêts géostratégiques de la nation russe.

Il semble donc y avoir un début d'escalade des tensions entre la Moldavie et la Russie, d'autant plus que M. Recean a confirmé des propos tenus par Volodymyr Zelenski sur le souhait de Moscou de prendre l'aéroport de Chisinau, l'objectif étant d'en faire un passage privilégié pour les troupes russes, présentes en Moldavie en petit effectif depuis 1992, en vue d'ouvrir un front dans l'ouest de l'Ukraine. M. Recean a alors estimé qu'il était « important de continuer nos efforts pour obtenir le retrait des troupes russes de cette région séparatiste », tout en militarisant la Transnistrie. Le 22 février, Poutine a en réponse abrogé un décret de 2012 qui, entre autres, reconnaissait la souveraineté de la Moldavie sur la Transnistrie. Cette décision a été prise pour « garantir les intérêts nationaux de la Russie dans le cadre des profonds changements qui se produisent dans les relations internationales », a expliqué le Kremlin.

### 6. La France n'exclut pas de former des pilotes de chasse ukrainiens

Le 17 février dernier, lors de la Conférence sur la sécurité à Munich, le Président de la République Emmanuel Macron affirmait que la « Russie ne peut ni ne doit gagner cette guerre... l'agression russe doit échouer », alors qu'en parallèle le ministre des Armées Sébastien Lecornu réitérait le soutien matériel et logistique de la France à l'Ukraine. Ce soutien passe également par la formation de nombreux militaires ukrainiens aux manèges des armes ainsi que des blindés (AMX-10RC). Or, bien que le possible transfert d'avions de chasse semblent compromis pour le moment, le ministre a néanmoins affirmé que la possibilité pour la France de former les pilotes ukrainiens n'était quant à elle aucunement exclue, à l'image du Royaume-Uni qui avait proposé l'idée d'une formation accélérée à l'attention des pilotes ukrainiens.